

LAËTITIA ATLANI-DUAULT, LAURENT VIDAL (dir.)

***Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement :
des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques***

Paris, Armand Colin, 2009,

312 pages.

par Sandrine Revet

Quelle peut être aujourd'hui la posture des anthropologues qui prennent pour objet le monde du développement ou de l'humanitaire ? Leurs

travaux sont-ils forcément soumis à des contraintes d'expertise et de demande sociale forte ou peuvent-ils au contraire se tenir à distance des pratiques qu'ils observent et ne pas s'engager dans la transformation de celles-ci ? Telles sont les principales questions que posent Laëtitia Atlani-Duault et Laurent Vidal aux auteurs qu'ils ont réunis dans cet ouvrage. Si elle ne permet évidemment pas de fournir une réponse unique, la variété des contributions ouvre une multiplicité de voies, entre expertise et distance critique.

Le but de cet ouvrage collectif, qui s'apparente sous certains aspects à un manuel, est de présenter, en langue française, les travaux d'auteurs venus d'horizons multiples (principalement anglo-saxons et français) qui défendent des formes diverses d'engagement sur leurs terrains. Les neuf chapitres qui le composent permettent d'établir un cadre historique et théorique (chap. 1, L. Atlani-Duault), d'ouvrir sur des questions tant méthodologiques qu'épistémologiques ou éthiques (chap. 9, L. Vidal) et de décliner les principales thématiques des études sur le développement et/ou l'aide humanitaire. Encadré par une préface de Jean Copans et une postface de Philippe Ryfinan, l'ensemble offre au lecteur une somme importante de références¹, de questions et d'études de cas, combinaison encore inédite en France sur ce thème². Il s'inscrit en outre dans un

1. Il convient de saluer les 55 pages de bibliographie en fin d'ouvrage.

2. La littérature anglo-saxonne est plus fournie à ce sujet, en particulier aux États-Unis où le débat entre anthropologie appliquée et anthropologie critique est assez virulent. Parmi les ouvrages récents, voir Marc Edelman, Angelique Haugerud (eds), *The Anthropology of Development and Globalization: From Classical Political Economy to Contemporary Neoliberalism*, Malden, Blackwell Publishing, 2005.

mouvement plus large de réflexion sur l'anthropologie contemporaine, ses méthodes, ses terrains et ses objets³.

L'article introductif de L. Atlani-Duault offre au lecteur une intéressante mise en perspective – à la fois historique et contextuelle – de ce qu'ont pu être les relations entre anthropologie et développement. Elle rappelle notamment que la discipline est depuis son origine marquée par la question des dynamiques de changement impulsées de l'extérieur, dans la mesure où elle se développe dans le sillage des politiques coloniales. En Grande-Bretagne, ce processus s'accompagne d'une institutionnalisation de la discipline qui met les chercheurs au service de l'administration coloniale. En France, cette institutionnalisation étant plus tardive, certains anthropologues sont d'emblée plus critiques à l'égard de l'administration coloniale. Quant à l'anthropologie américaine, elle est surtout marquée par ses liens avec les institutions de gestion des territoires indiens.

Un tournant s'opère dans les années 1940-1950, avec les premières politiques de développement auxquelles participent des anthropologues, pour la plupart américains. En France, dans les années 1950-1960, l'anthropologie politique de la situation coloniale (Georges Balandier) et l'anthropologie économique marxiste (Claude Meillassoux) élaborent des postures véritablement critiques du « processus de développement », tandis qu'émerge une anthropologie des minorités. Un nouveau tournant a lieu dans la seconde moitié des années 1970, sous l'impulsion des agences de développement et des Organisations non gouvernementales qui, dans un souci d'efficacité, sollicitent les anthropologues. C'est le début de l'âge d'or de l'idéologie de la « participation » des populations aux programmes d'aide. Aux États-Unis, cette mobilisation des sciences sociales est favorisée par l'agence fédérale USAID, dont l'approche pionnière dans ce domaine sera ensuite adoptée par les grandes agences de développement⁴.

Deux mouvements se démarquent de cette « anthropologie du développement ». Le premier, dans les années 1990, que L. Atlani-Duault appelle la « critique postmoderne », dénonce plusieurs aspects de l'engagement des anthropologues au service des projets d'aide au développement : le biais culturaliste de leurs études,

3. Voir, parmi les plus récentes contributions à cette réflexion en France, Olivier Leservoisier, Laurent Vidal (dir.), *L'anthropologie face à ses objets : nouveaux contextes ethnographiques*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2007 ; Didier Fassin, Alban Bensa (dir.), *Les politiques de l'enquête : épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2008, ou encore le colloque organisé par l'Association française des anthropologues « Postures assignées, postures revendiquées. Face aux bouleversements politiques et institutionnels, comment pratiquer nos terrains aujourd'hui ? », Université de Lille 1, 12 et 13 novembre 2009.

4. Le premier sociologue à être engagé sur un poste fixe à la Banque mondiale est Michael Cernea en 1974. À la fin des années 1990, plus de 80 sociologues et anthropologues travaillent pour l'institution en contrat fixe. Voir Michael Cernea, *La dimension humaine dans les projets de développement : les variables sociologiques et culturelles*, Paris, Karthala, 1999.

leur incapacité à cerner les relations de pouvoir, ainsi que leur propension – vigoureusement dénoncée par James Ferguson et Arturo Escobar – à contribuer au renforcement du système de domination postcolonial. Le second mouvement, plus récent, critique le courant postmoderne en soulignant sa focalisation sur les discours des agences de développement plus que sur leurs pratiques, ainsi que sa tendance populiste, héritage de l'idéalisation des « peuples sauvages » par les anthropologues du XIX^e siècle (p. 30).

L. Atlani-Duault présente pour conclure la démarche qui caractérise l'ouvrage : dépasser la dichotomie entre critique radicale de la notion de développement et implication totale dans les projets d'aide. Aujourd'hui, dit-elle, les professionnels de l'aide eux-mêmes rejettent de plus en plus le biais culturaliste de l'anthropologie, et invitent celle-ci à adopter une posture différente qui permette « de penser l'équilibre entre distance critique et engagement, entre déconstruction et reconstruction des pratiques de l'aide » (p. 38). Ainsi les auteurs de cet ouvrage sont-ils réunis par une volonté commune de « penser l'entre-deux, entre engagement et distance critique » (p. 39).

Bien qu'abordant des thématiques différentes, les chapitres suivants sont tous construits selon le même plan : une présentation rappelant l'importance du sujet ; un état de l'art retraçant la façon dont la question envisagée a été traitée par l'anthropologie ; trois études de cas illustrant les différentes postures adoptées par les anthropologues (anthropologie « appliquée », anthropologie « critique » et posture « intermédiaire »).

Patricia Foxen a rédigé le chapitre consacré à la question des réfugiés. La littérature anthropologique portant sur ce thème s'organise autour de plusieurs grandes thématiques : la *notion* de réfugié elle-même, dont les analyses critiques s'appuient en partie sur les travaux de philosophes comme Giorgio Agamben ou Michel Foucault, pour dénoncer les techniques de pouvoir mises en place afin de contrôler ces populations, et soulignent les limites des définitions juridiques internationales ; les camps de réfugiés ; les réfugiés dans les pays du Nord et les approches intégrant le genre.

Pierre-Yves Le Meur et Philippe Lavigne Delville s'intéressent à la question du développement rural et de la gouvernance des ressources. Ils soulignent les tensions qui existent dans ce domaine entre approche technique et sociale, entre entrée sectorielle et approche systémique, entre logique descendante et ascendante. Quatre thématiques émergent actuellement : l'insertion des communautés locales dans des ensembles économiques plus larges ; les connaissances pratiques des acteurs locaux, mais aussi leurs catégories morales, normatives et juridiques ; l'approche « écologique », qui se décline dans les études sur le rapport à la nature et aux ressources naturelles, d'une part, sur les questions foncières, d'autre part ; enfin, les interventions de développement elles-mêmes.

Le quatrième chapitre est consacré à l'anthropologie de l'environnement. Alicia Sliwinski y retrace d'abord l'histoire de l'intérêt de l'anthropologie pour les relations entre les hommes et leur environnement, histoire marquée par plusieurs grandes époques, qui vont du déterminisme caractérisant l'anthropogéographie de Boas au début du XX^e siècle à la remise en question des catégories de nature et de culture à la fin des années 1990 en passant par l'anthropologie écologique fonctionnaliste des années 1950-1960 et l'ethnoécologie des années 1970. Elle s'intéresse ensuite à plusieurs tendances récentes : la nouvelle anthropologie politique et les nouvelles anthropologies de l'environnement (conservation et biodiversité, conflits autour de la gestion des ressources naturelles, revendications autochtones, écotourisme, brevets etc.).

C'est la question de l'assainissement, domaine important du développement urbain durable, que Jacky Bouju aborde dans le chapitre suivant. Présentant la question des déchets urbains comme un « fait social total » (p. 125), il montre que les travaux anthropologiques se sont d'abord concentrés sur des approches théoriques (Mary Douglas⁵ par exemple) alors que les études de développement étaient le fait essentiel de la sociologie urbaine et de l'histoire, qui ont fait émerger deux sous-thèmes : la santé publique et l'assainissement de la ville. C'est vers la fin des années 1980 que l'anthropologie s'intéresse aux pratiques sanitaires et d'assainissement. Ce faisant, elle révèle la complexité de ce champ qui mêle, en une conjonction « éminemment politique », ordre social et ordre symbolique, ordre sanitaire et ordre sécuritaire (p. 154), et permet aux anthropologues d'éclairer le rapport entre les acteurs et les institutions.

Carl Kendall, anthropologue réputé pour ses nombreuses collaborations avec des institutions de santé internationales et nord-américaines (WHO, USAID, Center for Disease Control), a rédigé le chapitre sur la santé. À la différence des autres auteurs, qui présentent l'ensemble des travaux du domaine qui leur a été confié, Kendall propose, au vu de l'importante littérature existante, de se limiter aux travaux d'anthropologie *appliquée* qui se mettent en place dans les pays « pauvres ». Dans l'historique qu'il en retrace, il souligne plusieurs phases allant des projets explicitement interventionnistes de l'après-guerre, critiqués pour leur verticalité, à la phase de participation des anthropologues au sein de programmes mis en œuvre par des institutions de santé. L'anthropologie médicale appliquée s'est en particulier développée dans les domaines du planning familial, de la santé de l'enfant, des maladies à vecteurs et du sida/VIH.

5. Mary Douglas, *Purity and Danger: An Analysis of Concepts of Pollution and Taboo*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1966.

Charles-Edouard de Suremain traite, quant à lui, de l'alimentation et de la nutrition, thème qui, à l'inverse de celui de la santé, est assez peu travaillé par les anthropologues. C'est à partir des années 1980 que ces derniers s'investissent dans ce domaine, préoccupation majeure du développement, afin d'optimiser la lutte contre les différentes formes de malnutrition infantile. Leurs travaux sont désormais de plus en plus sollicités pour analyser les interactions entre alimentation et politiques publiques.

Le dernier des chapitres thématiques est consacré au genre. Kristina Tiedje y présente les trois grandes perspectives qui ont caractérisé les approches anthropologiques dans ce domaine : *Women in Development* (WID) étudie les effets du développement sur les femmes ; *Women and Development* (WAD), apparue dans les années 1970, analyse les relations existant entre les femmes et le développement ; *Gender and Development* (GAD), qui émerge dans les années 1980, se centre sur les relations sociales de genre dans le développement. Ces « concepts » étant par ailleurs utilisés par les grandes agences internationales pour qualifier leurs projets, il est difficile pour le lecteur de faire, dans ce chapitre, la distinction entre les grands courants de l'anthropologie et les principales tendances programmatiques des agences de développement.

Le chapitre conclusif de Laurent Vidal permet de rediscuter des grands enjeux que rencontre l'anthropologie quand elle traite des thèmes de l'humanitaire et du développement : l'autonomie, l'innovation, la capitalisation, la médiation, la temporalité, la transformation et la réflexivité. Tout en s'appuyant sur des exemples tirés de sa propre pratique dans le champ de l'anthropologie de la santé en Afrique, l'auteur puise dans les chapitres précédents afin de montrer la diversité des postures possibles pour le chercheur sur ces terrains complexes ; il souligne ainsi l'intérêt d'une « oscillation permanente entre interrogations méthodologiques, épistémologiques et éthiques » (p. 252).

Le premier mérite de cet ouvrage est sans doute de présenter en français l'ampleur du spectre des travaux relatifs aux thématiques de l'humanitaire et du développement en anthropologie. Même s'il impose à l'ensemble une structure parfois un peu scolaire, le plan de rédaction proposé aux auteurs permet de mettre en regard les évolutions dans les différents domaines.

La volonté des coordinateurs de l'ouvrage de promouvoir une posture « de l'entre-deux », posture « intermédiaire » entre approche critique et implication totale, est à la fois pertinente et riche en qualités heuristiques. Cependant, la notion même de « critique » aurait mérité un traitement plus approfondi. Le sens de ce mot varie en effet selon les textes, et cette hétérogénéité laisse le lecteur perplexe : quelle grille de lecture, quels outils une

« anthropologie critique » est-elle susceptible de proposer dans un contexte où, comme le décrit très bien l'ouvrage, les anthropologues sont de plus en plus sollicités par les acteurs du développement et de l'humanitaire qui leur demandent de les éclairer dans leurs pratiques et non plus seulement de les aider à mettre en place des projets ? Ne pourrait-on, par exemple, envisager de penser une « anthropologie *de la* critique » qui s'inspirerait des travaux de Luc Boltanski et Laurent Thévenot⁶ pour explorer les différentes formes de critique que les acteurs déploient face aux projets humanitaires ou de développement ? Cela permettrait assurément de dépasser les reproches adressés à plusieurs reprises dans l'ouvrage aux anthropologues qui, tels Arturo Escobar et James Ferguson, ne voient dans les entreprises humanitaires ou de développement que des moyens de contrôle et de domination, et qui, ce faisant, ne se donnent pas la possibilité de regarder comment une critique de ces projets naît au sein même de ces entreprises parmi les acteurs du développement et chez ceux qui sont désignés comme ses « bénéficiaires ». Une approche s'intéressant moins à la posture adoptée par les anthropologues qu'à celle des acteurs – praticiens du développement et de l'humanitaire et supposés « bénéficiaires » –, amènerait en effet à envisager les projets de développement et les actions humanitaires non seulement pour ce qu'ils révèlent des institutions qui les portent, mais aussi pour ce qu'ils produisent à leur marges : ratés, failles ou imprévus⁷. Sans être à proprement parler « intermédiaire », cette posture ouvrirait sans aucun doute des perspectives à la fois théoriques et pratiques. ■

Sandrine Revet est anthropologue, chargée de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, Sciences Po). Ses travaux portent sur l'anthropologie des catastrophes, sur le rôle des organisations internationales dans la gestion des risques et des catastrophes naturelles, et sur les transformations contemporaines de la notion de sécurité. Elle a notamment publié *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela* (Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2007) ; « L'ethnologue et la catastrophe », *Problèmes d'Amérique latine* (69, été 2008, p. 99-120) ; « De la vulnérabilité aux vulnérables. Approche critique d'une notion performative », dans Sylvia Becerra, Anne Peltier (dir), *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés* (Paris, L'Harmattan, 2009, p. 89-99). **Adresse électronique** : revet@ceri-sciences-po.org

6. Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

7. C'est ce que Albert Piette appelle le « mode mineur de la réalité », soit « des identifications latérales, une certaine déri-sion (...). Pratiquer simultanément l'engagement sérieux et la distance critique ». Albert Piette, « Mode mineur de la réalité et réflexivité diffuse : contribution à une anthropologie de la critique », *Social Science Information*, 31 (3), 1992, p. 552.